

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

DECISION DU PRESIDENT N° 29/2025

OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATIONS LYSIAS AU
TITRE DE L'EXERCICE 2025

Le Président de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (C.A.M.V.S),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

VU la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 2023.6.34.185 en date du 18 octobre 2023 portant délégation d'attributions du Conseil Communautaire au Président, et, notamment, son alinéa 23 relatif aux subventions inférieures à 23 000 € ;

CONSIDÉRANT que, dans le cadre de sa compétence en matière de promotion de l'enseignement supérieur, l'Agglomération soutient deux associations étudiantes de l'Université Panthéon – Assas ;

CONSIDÉRANT l'organisation par l'association Lysias du concours de plaidoirie et d'éloquence, chaque année, au sein du centre melunais de l'Université Panthéon - Assas ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : D'ATTRIBUER une subvention de 3 000€ l'association Lysias, au titre de sa participation au fonctionnement de l'association et aux événements qu'elle anime pour l'année 2025,

Article 2 : DE SIGNER, ou son représentant, tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

Fait à Dammarie-lès-Lys, le 20/03/2025

Accusé de réception

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal administratif de Melun.

077-247700057-20250320-58999-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/03/2025

Publication ou notification : 21 mars 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "COMMISSION D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME" and "VILLE DE MELUN".

Franck Vernin

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal administratif de Melun.